

Contexte de l'examen du Canada par les pairs

Contexte politique et économique

En octobre 2015, le Parti libéral, dirigé par le Premier ministre Justin Trudeau, a remporté l'élection fédérale canadienne, mettant fin à une décennie de gouvernement conservateur. Marie-Claude Bibeau est l'actuelle ministre du Développement international et de la Francophonie. La prochaine élection fédérale est prévue au plus tard en octobre 2019.

Le nouveau gouvernement priorise l'ouverture et la transparence, solidement fondées sur les valeurs canadiennes – : l'inclusion, l'honnêteté, le travail acharné, la saine gestion financière et la générosité. Les ministres sont tenus de collaborer avec leurs collègues, ainsi qu'avec les parlementaires, les comités parlementaires et la fonction publique. Ils doivent engager un dialogue constructif avec les Canadiens et les Canadiennes, et les partenaires. Les priorités ministérielles individuelles et collectives sont définies dans des lettres de mandat publiques, et les progrès accomplis sont communiqués au moyen d'un dispositif dédié de suivi en ligne.

Le gouvernement a adopté une approche progressiste et féministe, fondée sur *l'égalité des sexes* et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles. Il s'est en outre engagé en faveur d'un environnement propre – réduction des émissions de gaz à effet de serre et lutte contre le changement climatique – et d'une économie durable. Il joue de nouveau un rôle actif dans la gestion des problématiques internationales et auprès des organisations multilatérales.

Le Canada a affiché récemment une forte croissance économique après la chute des cours des matières premières en 2014. En 2016, son produit intérieur brut (PIB) par habitant s'élevait à 44 793 USD (dollars des États-Unis), plaçant le pays au troisième rang des pays du Groupe des sept (G7)¹ et au-dessus de la moyenne de l'OCDE. Le Canada, qui assure actuellement la présidence du G7, a enregistré un taux de croissance annuel du PIB de 3.02 % en 2017 ; celui-ci devrait descendre à 2.10 % en 2018 puis à 1.94 % en 2019, sous l'effet d'un ralentissement des dépenses publiques et de la consommation privée (OCDE, 2017^[1] ; OCDE, 2017^[2]). À 114 % du PIB en 2016, la dette publique soutenait avantageusement la comparaison par rapport aux autres pays membres du G7 ; il en va de même pour le déficit des administrations publiques, qui s'établit à -1.1 % du PIB. Selon les prévisions de Finances Canada, le déficit public culminera à 15 milliards USD (19.9 milliards dollars canadiens) en 2017-18, puis se résorbera pour afficher un budget à l'équilibre en 2045-46 (ministère des Finances Canada, 2017^[3]).

Le Canada compte 35.1 millions d'habitants², dont environ un cinquième sont nés à l'étranger³. Le pays obtient des résultats supérieurs à la moyenne de l'OCDE au regard des indicateurs du bien-être de l'indicateur *Comment va la vie ?* de l'OCDE, affichant un patrimoine net des ménages et un taux d'emploi élevés, ainsi qu'un faible taux de chômage de longue durée. Le sentiment de sécurité et le degré de satisfaction à l'égard de la vie sont parmi les plus élevés des pays de l'OCDE. Cependant, les employés à temps plein déclarent consacrer moins de temps aux loisirs, et l'accessibilité financière du logement est inférieure

à la moyenne de l'OCDE. Le Canada figure dans la partie inférieure du classement des pays de l'OCDE pour ce qui concerne les émissions de dioxyde de carbone et de gaz à effet de serre, la dette des ménages, l'investissement dans la recherche-développement, l'espérance de scolarisation et la prévalence de l'obésité (OCDE, 2017^[4]).

Système de coopération pour le développement

En juin 2013, l'Agence canadienne de développement international a fusionné avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, dans l'objectif d'accroître l'efficacité de leurs actions, d'aligner les approches stratégiques et d'obtenir de meilleurs résultats (ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement Canada, 2014^[5]). Une nouvelle charge, celle de ministre du Développement international, a été inscrite dans la loi (Gouvernement du Canada, 2013^[6]). Si le nom légal du Ministère demeure inchangé, son nom d'usage est devenu Affaires mondiales Canada (AMC).

Le dernier examen par les pairs du Canada a été réalisé par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE en 2012, avant la fusion. La part du revenu national brut du Canada consacrée à l'aide publique au développement (APD) est passée de 0.31 % au moment de l'examen par les pairs en 2012 à 0.24 % en 2014, son niveau le plus bas depuis 2003. Dans le budget 2018, le Gouvernement du Canada a annoncé l'allocation de 2 milliards dollar canadien supplémentaires sur cinq ans à partir de 2018-19. Affaires mondiales Canada dispense près des trois-quarts de l'APD ; Finances Canada; le Centre de recherches pour le développement international ; et Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada sont des acteurs importants.

Après l'élection de 2015, AMC a consulté largement les Canadiens et les partenaires dans le cadre de son examen de l'aide internationale. L'annonce, en juin 2017, de la Politique d'aide internationale féministe fournit à la coopération canadienne pour le développement une orientation attendue depuis longtemps.

Notes

¹ Le G7 comprend le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et les États-Unis. La Russie a été membre du Groupe des huit jusqu'à son exclusion en 2014.

² *Coup d'œil sur le Canada 2017* – « Population » : www150.statcan.gc.ca/n1/pub/12-581-x/2017000/pop-fra.htm.

³ Indicateurs d'intégration de l'OCDE, Canada : www.oecd.org/fr/migrations/indicateursintegration/indicateursclesparpays/name,219003,fr.htm.

Références

- Gouvernement du Canada (2013), *Loi sur le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement*, Gouvernement du Canada, Ottawa, <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/F-27.5/TexteCompleet.html> (consulté le 22 février 2018). [6]
- Ministère des Finances Canada (2017), « Mise à jour des projections économiques et budgétaires à long terme 2017 », Ministère des Finances Canada, Ottawa, www.fin.gc.ca/pub/ltefp-peblt/2017/report-rapport-fra.asp. [3]
- Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement Canada (2014), « Rapport ministériel sur le rendement de 2013-2014 », Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement Canada, Ottawa, http://www.international.gc.ca/gac-amc/publications/plans/dpr-rmr/dpr-rmr_1314.aspx?lang=fra (consulté le 27 février 2018). [5]
- OCDE (2017), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Volume 2017 Numéro 2 : Tableaux détaillés*, Éditions OCDE, https://doi.org/10.1787/na_ma_dt-v2017-2-fr. [1]
- OCDE (2017), « Évolution dans les pays membres de l'OCDE et dans certaines économies non membres : Canada », *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2017 Numéro 2*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/888933631285>. [2]
- OCDE (2017), « Comment va la vie au Canada ? », dans *Comment va la vie ? 2017 : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/how_life-2017-13-fr (consulté le 6 mars 2018). [4]